

Le 19 Novembre 2018

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

L'honorable Bill Morneau
Ministre des Finances
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Messieurs le Premier Ministre et le Ministre Morneau,

Nous vous écrivons aujourd'hui au nom de l'ensemble des Canadiens et Canadiennes qui rêvent d'un avenir plus prospère, mais pour qui ce rêve demeure hors de portée. Pour beaucoup trop de personnes au Canada, ce rêve ne sera jamais possible avant que l'on ne cesse de bâtir une économie au service d'une minorité au lieu de la majorité.

À l'heure actuelle, les familles d'un bout à l'autre du pays composent avec des niveaux records d'endettement. Pour chaque dollar de revenu disponible des ménages, les Canadiens et Canadiennes ont une dette moyenne de 1,69 \$. Un sondage récent de la firme Ipsos révélait que la moitié de la population canadienne n'est qu'à 200 \$ de ne pas être capable de payer ses factures; il s'agit d'une augmentation de 6 % de ce ratio au cours des trois ou quatre derniers mois! Ce sondage a aussi montré qu'un tiers des personnes au pays affirment manquer régulièrement d'argent avant la fin du mois et ne parviennent pas à faire tous leurs paiements, une hausse de 8 % de cette proportion.

... /2

-2-

Dans un pays aussi riche que le Canada, beaucoup trop de familles vivent d'un chèque de paie à l'autre ou, pire encore, sont déjà en situation de pauvreté. Ces Canadiens et Canadiennes se font dire par votre gouvernement que l'économie va bien, mais ce n'est pas ce qu'ils ressentent pour leur famille. Votre gouvernement leur dit qu'ils doivent attendre des années avant qu'un soulagement arrive. C'est inacceptable; la population canadienne ne peut pas se permettre d'attendre.

Et pourtant, quand les compagnies les plus fortunées demandent un traitement spécial, votre gouvernement se précipite à leur rescousse. Dans le récent projet de loi d'exécution du budget, vous avez modifié les lois sur la faillite pour aider les entreprises et leurs cadres supérieurs. Mais quand des travailleurs et des travailleuses vous ont demandé d'apporter des amendements à ces mêmes lois afin de protéger leurs pensions, vous avez dit non, c'était trop compliqué. Cela signifie que lorsque de grandes entreprises feront faillite à l'avenir, les dirigeants qui les auront menées à leur perte continueront d'encaisser d'énormes primes, tandis que les pensions des travailleurs et des travailleuses seront amputées.

Lorsque de grands pollueurs et de gros émetteurs de gaz à effet de serre ont exprimé des préoccupations au sujet de votre tarification du carbone, vous vous êtes incliné devant eux en abaissant vos directives. Alors que les petites entreprises et la population canadienne vont continuer de payer pour les effets des changements climatiques, votre gouvernement libéral a fait passer le rabais pour les grands pollueurs de 70 % à 80 % pour la plupart des compagnies, et à 90 % pour certaines autres. En quoi est-ce équitable pour les Canadiens et Canadiennes?

À de nombreuses reprises, vous avez montré que vous étiez beaucoup plus intéressé à donner des allègements aux entreprises les plus riches, tout en demandant aux familles canadiennes d'attendre. Et maintenant, votre gouvernement envisage d'offrir une autre réduction aux compagnies les plus rentables, ce qui voudra inévitablement dire des coupes dans les services dont la population canadienne a urgemment besoin.

Le Canada doit rester compétitif, mais la solution n'est pas de donner un autre énorme cadeau fiscal aux entreprises riches. Cela n'a pas fonctionné auparavant et ne fonctionnera pas cette fois non plus. De 2000 à 2004, les libéraux ont réduit le taux d'imposition des entreprises de 27 % à 21 %. Par la suite, les conservateurs ont coupé davantage les impôts des entreprises, en ramenant le taux à 15 %.

-3-

En un peu plus d'une décennie, les entreprises se sont mises à payer environ la moitié de ce qu'elles payaient en impôts, et qu'est-ce qu'on a obtenu? De 2000 à 2010, le niveau d'investissement des entreprises au Canada en proportion du PIB est demeuré à peu près inchangé, alors que le coût de ces cadeaux aux entreprises atteint 12 milliards \$. Pendant ce temps, la crise du logement a débuté, les coûts de santé assumés par les patients ont augmenté, et le coût des services de garde d'enfants est monté en flèche pour atteindre des niveaux exorbitants.

Il y a 65 ans, les personnes et les entreprises versaient des sommes égales d'impôts au gouvernement canadien, mais depuis, les impôts des entreprises ont été réduits, et la population canadienne a été forcée de combler la différence. En 2015-2016, les Canadiens et les Canadiennes ont payé 145 milliards \$ d'impôts, alors que les entreprises n'en ont payé que 41 milliards \$.

Les cadeaux fiscaux aux entreprises ne contribueront pas à faire croître l'économie canadienne; ils ne feront qu'augmenter les profits pour les personnes les plus riches de notre société. Au lieu de donner de l'argent à ceux et celles qui en ont le moins besoin, nous vous demandons de fournir les solutions dont la population canadienne a urgemment besoin. Pour hausser la compétitivité, nous vous demandons de vous concentrer sur les politiques qui allègeront le fardeau des familles canadiennes et qui aideront nos entreprises en même temps.

Voici quelques-unes de nos suggestions :

1. Mettre en place un programme d'assurance-médicaments universel à payeur unique

Nous savons tous et toutes que les gens et les entreprises du Canada continuent de devoir payer des milliards de dollars en médicaments pour eux ou leurs employé.es. Un programme d'assurance-médicaments universel à payeur unique permettra à la population et aux entreprises du pays d'économiser beaucoup d'argent. Alors, commencer immédiatement à implanter une assurance-médicaments universelle à payeur unique est le choix judicieux à faire pour aider tant les familles que les entreprises au Canada.

-4-

2. S’attaquer à la crise du logement maintenant, pas dans 10 ans

Enfin, nous réitérons notre demande d’accélérer le financement pour simplifier le processus de demande et pour aider les communautés à obtenir l’expertise et l’assistance dont elles ont besoin afin de rendre disponibles de nouvelles unités de logements coopératifs et sociaux maintenant, pas dans des années. Partout au pays, le logement est plus inabordable qu’il ne l’a jamais été en trente ans, et les prévisions indiquent que la situation empirera. La réalité est que, pour un trop grand nombre de familles, la lutte pour joindre les deux bouts en est surtout une pour trouver un logement qui correspond à leur budget et pouvoir y habiter. Cette situation n’est rien d’autre qu’une urgence, et elle commande une réponse urgente de la part de votre gouvernement.

3. Augmenter le financement des projets municipaux d’énergie verte

En parlant d’avenir, nous aimerions parler de votre décision d’acheter l’oléoduc Trans Mountain – avec l’objectif d’en tripler la capacité – et votre insistance à continuer à verser des millions de dollars en subventions aux combustibles fossiles. En agissant ainsi, au lieu d’investir dans des projets d’énergie verte, cela laisse la population et les petites entreprises du Canada faire les frais des changements climatiques. Je vous presse d’atténuer cela en augmentant le financement aux villes et aux collectivités pour leur permettre d’entreprendre plus de projets d’énergie verte. La récente usine de biométhanisation de la Ville de Saint-Hyacinthe est un bon exemple de cela. La ville collecte les déchets alimentaires de 25 municipalités et les transforme en gaz naturel. Elle utilise ensuite cette énergie pour ses édifices et ses véhicules municipaux; la ville a même commencé à vendre son énergie à une usine régionale de L’Oréal. Ce projet a haussé les revenus annuels de la municipalité de 5,8 millions \$, a réglé le problème des déchets alimentaires dans plusieurs municipalités, a fait baisser les émissions de gaz à effet de serre de 49 000 tonnes par année et a créé des emplois maintenant et pour l’avenir. Voilà un exemple d’investissement où tout le monde gagne, pas seulement la minorité des plus riches.

-5-

4. Mettre fin à l'insuffisance de financement pour l'éducation des enfants autochtones

Nous répétons une demande que nous avons faite à plusieurs reprises : votre gouvernement doit, de toute urgence, s'attaquer à l'état de décrépitude des écoles dans de nombreuses communautés autochtones. Récemment, notre chef a visité une de ces écoles dans la Première Nation de Kashechewan. L'état d'urgence y a été déclaré cet été parce que les locaux préfabriqués des classes renfermaient de la moisissure et leurs fondations posaient des risques de sécurité. Comme vous le savez, ces locaux préfabriqués avaient été installés en guise de solution temporaire, avec une vie utile maximale de 5 ans. À l'heure actuelle, ils ont été utilisés plus de 11 ans. Si une telle situation survenait ici, à Ottawa, ou dans toute autre ville canadienne, elle serait immédiatement corrigée. Nous demandons à votre gouvernement d'agir immédiatement en comblant l'insuffisance de financement injustifiable entre ce que le gouvernement fédéral paie pour éduquer un enfant dans une communauté autochtone, comme celle de Kashechewan, et ce qu'il paie pour tous les autres enfants. En moyenne cet écart se situe entre 6 500 \$ et 10 500 \$ par enfant, par année. Votre gouvernement peut et doit mettre fin immédiatement à cette discrimination envers les enfants de Kashechewan et tous les enfants autochtones.

5. Sauver le Projet pilote de l'Ontario sur le revenu de base

Vous pouvez aussi rendre la vie plus abordable pour une partie des Canadiens en prenant l'initiative de financer la suite du Projet pilote de l'Ontario sur le revenu minimal garanti, un projet qui soutient 4 000 personnes à faible revenu au pays. Comme vous le savez, le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, ignore l'appel de 100 PDG de moyennes entreprises qui lui demandent de revenir sur sa décision d'annuler le projet. Ils comprennent que ce projet pilote fournira de l'information essentielle sur la façon dont un revenu de base pourrait fonctionner au 21^e siècle. Les données de ce projet seront inestimables pour planifier l'économie de l'avenir. En annonçant dans votre mise à jour économique de l'automne que vous financerez l'achèvement de ce projet, vous aiderez non seulement des milliers de Canadiens maintenant, mais vous poserez également les jalons pour aider les Canadiens qui luttent chaque jour pour obtenir le soutien qu'ils méritent pour mener une vie meilleure.

Nous vous demandons à vous, Monsieur le Premier Ministre, et à votre ministre des Finances, d'appliquer ces mesures concrètes, des mesures qui feront une véritable différence dans la vie quotidienne des familles canadiennes et qui les soutiendront de manière tangible dans leur quête d'un avenir prospère.

-6-

Sincères salutations,



Jagmeet Singh
Chef du Nouveau Parti démocratique



Peter Julian
Porte-parole en finance du Nouveau Parti démocratique



Pierre-Luc Dusseault
Porte-parole adjoint en finance du Nouveau Parti démocratique